

**RECOMMANDÉ / AANGETEKEND**Rue du Curé 2
1190 FOREST

Notre réf. / Onze ref 07/PFD/1947819

PERMIS D'URBANISME**LE FONCTIONNAIRE DELEGUE,****vu la demande de permis d'urbanisme :**

- Commune : Forest
- Demandeur : Commune de Forest : Rue du Curé 2, 1190 Forest
- Situation de la demande : Avenue du Globe 50, 46, 42
- Objet de la demande : Déplacer et renouveler la piste d'athlétisme.

ARRETE:

Art. 1er. Le permis visant à Déplacer et renouveler la piste d'athlétisme, est délivré aux conditions de l'article 2

Art. 2. Le titulaire du permis devra :

- 1) se conformer au **dossier cacheté** sans préjudice des conditions émises ci-dessous ;
- 2) respecter les **conditions suivantes** :
 - Impliquer Bruxelles Environnement dans l'étude photogrammétrique proposée ;
 - Notifier Bruxelles Environnement des tests grandeur réelle lors de la mise en œuvre de l'éclairage ;
 - Faire valider l'étude photogrammétrique ainsi que des tests par Bruxelles Environnement ;
 - Prendre contact avec Bruxelles Environnement afin d'affiner et de faire valider les propositions de gestion des eaux de pluie avant l'exécution du permis, ce afin d'être le plus ambitieux possible concernant la GIEP sur parcelle ;
- 3) respecter les conditions fixées par l'avis du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU: T.2024.0578/1) du **21/08/2024**, figurant dans le dossier de demande de permis ;
- 4) prendre en compte les indications particulières de mise en œuvre du permis suivantes : voir **Annexe 1** ;

Art. 3. ~~Les travaux ou actes permis^(tt) concernant ... ne peuvent être maintenus au-delà d'une durée de ... à dater de la notification du présent permis.~~

Art. 4. Le titulaire du permis doit, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes :

- afficher sur le terrain l'avis, dont un modèle est joint au présent permis, indiquant que le permis a été délivré, et ce pendant toute la durée de ce chantier ou tout au long de l'accomplissement de ces actes ;
- avertir, par lettre recommandée, le fonctionnaire délégué et le collège des bourgmestre et

échevins du commencement des travaux ou des actes permis et de l'affichage, conformément aux modalités jointes au présent permis.

Art. 5. Le présent permis est exécutoire 30 jours après sa réception. Si, durant ce délai, le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur laquelle se situe le bien introduit un recours au Gouvernement à l'encontre du présent permis, celui-ci est suspendu durant toute la durée de la procédure de recours administratif.

Art. 6. Dès l'achèvement des actes et travaux autorisés par le présent permis et avant toute occupation, le collège des bourgmestre et échevins sollicite du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) une visite de contrôle, sanctionnée par une attestation de (non-)conformité, à moins qu'il s'agisse d'actes et travaux qui en sont dispensés par le Gouvernement.

Art. 7. Le présent permis est délivré sans préjudice du droit des tiers. Il ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

FONDEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE :

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale désignant les fonctionnaires délégués, pris en exécution de l'article 5 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 1993 déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis d'urbanisme, permis de lotir et certificats d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 déterminant la liste des actes et travaux d'utilité publique pour lesquels les certificats d'urbanisme et les permis d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 relatif aux enquêtes publiques en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 25 avril 2019 ;

Vu le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) ;

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme (RRU) ;

INSTRUCTION DE LA DEMANDE ET MOTIVATION DE LA DECISION :

La décision est prise pour les motifs suivants :

Considérant que la demande a été introduite en date du **17/06/2024** ;

Considérant que l'accusé de réception complet de cette demande porte la date du **26/07/2024** ;

Considérant que le bien concerné se trouve en zones de sports ou de loisirs de plein air, zones d'équipement d'intérêt collectif ou de service public au plan régional d'affectation du sol arrêté par arrêté du gouvernement du 3 mai 2001 ;

Considérant que la demande a été soumise à l'avis des **administrations ou instances suivantes** :

- Collège des Bourgmestres et Echevins de et à Forest ;
- AccessAndGo-ABP ;
- Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente (SIAMU) ;
- Direction du Patrimoine Culturel (DPC) ;

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

- Bruxelles Environnement ;

Vu l'avis du **SIAMU (T.2024.0578/1)** du **21/08/2024** ;

Vu l'avis d' **AccessAndGo-ABP** du **12/08/2024** ;

Considérant que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité pour le motif suivant :

- Prescription générale 0.3. du PRAS : Actes et travaux dans les zones d'EV (sauf code forestier) ;
- Prescription particulière 8.4. du PRAS : Modification des caractéristiques urbanistiques en zones d'équipement ;

Considérant que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité ; que l'enquête publique s'est déroulée du **27/08/2024** au **25/09/2024** et qu'aucune observation et/ou demande à être entendu a été introduite ;

Vu l'avis de la commission de concertation du **24/10/2024**, libellé comme suit :

Contexte :

Considérant que le projet porte sur la construction d'une nouvelle piste d'athlétisme avec maintien des tribunes et remplacement d'une partie des gradins ;

Considérant que le projet s'inscrit dans l'enceinte du stade Adrien Bertelson ;

Considérant que la parcelle se trouve en zone de terrain de loisirs et de sport de plein air au PRAS ;

Considérant que ce stade est une infrastructure sportive de la commune de Forest ;

Considérant qu'il se situe au croisement de l'avenue du Globe, de la rue Roosendaël et de l'avenue du Domaine ;

Considérant qu'il offre de nombreuses activités dans un environnement qualitatif, très arboré ;

Considérant qu'il est également le lieu d'entraînement du Cercle Sportif la Forestoise Athlétisme (CSF) depuis les années cinquante ;

Considérant que la commune envisage de développer le lieu et d'en faire un véritable parc sportif afin qu'il devienne un véritable créateur de lien social ancré dans le quartier ;

Considérant que pour y parvenir une mise aux normes de ce pôle d'athlétisme est une priorité ;

Considérant que ce site présente de nombreuses qualités (localisation, accessibilité en transports en communs, nombreuses activités sportives possibles, îlot de verdure et de calme, ...) ;

Considérant qu'il est néanmoins vétuste ;

Procédure, avis et enquête publique :

Considérant que la demande est soumise à une enquête publique pour les motifs suivants:

- En application de la prescription 0.3. du P.R.A.S : Actes et travaux dans les zones d'EV (sauf code forestier) ;
- En application de la prescription 8.4. du P.R.A.S : Modification des caractéristiques urbanistiques

Considérant que la Commune de Forest est chargée de saisir la Commission de Concertation conformément à l'article 175/20§2 du CoBAT ;

Considérant que la demande est soumise à l'avis des administrations ou instances suivantes :

- Collège des Bourgmestres et Echevins de et à Forest ;
- AccessAndGo-ABP ;

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

- Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente (SIAMU) ;
- Direction du Patrimoine Culturel (DPC) ;

Vu l'avis du **SIAMU (T.2024.0578/1)** du **21/08/2024** ;

Vu l'avis d' **AccessAndGo-ABP** du **12/08/2024** ;

Considérant que l'enquête publique a eu lieu du 27/08/2024 au 25/09/2024 ;

Considérant qu'aucune remarque ou demande à être entendu n'a été émise durant l'enquête publique ;

Situation existante :

Considérant qu'une inspection visuelle des gradins et des tribunes a été réalisée ;

Considérant que cette inspection met en évidence l'altération certaine du béton ;

Considérant que les gradins en béton présentent de nombreux signes de détérioration ;

Considérant que les armatures des balustrades et des marchés sont corrodées ;

Considérant que les dégâts suivants sont perceptibles : fissuration, déformation, corrosion des armatures et altération en surface ;

Considérant qu'il est fort probable que les bétons soient détériorés par la carbonatation de bétons et les dégradations dues aux cycles de gel ;

Considérant que qui plus est les gradins en béton de faibles épaisseurs ;

Considérant que les structures en béton, construits au début des années 1950 souffrent, comme d'autres ouvrages de cette période, d'un recouvrement des armatures trop faible ainsi que d'une qualité pas optimale ;

Considérant que l'ensemble de ces paramètres ont, sans doute, accéléré le vieillissement de ces structures ;

Considérant qu'il en résulte que la résistance mécanique des ouvrages en béton est affectée et les gradins représentent un danger pour les utilisateurs et le public ;

Considérant que par ailleurs, les gradins actuels du Stade Bertelson ne correspondent pas à la norme NBN EN 13200 Installations pour les spectateurs ;

Considérant que cette norme est composée des éléments suivants :

- La pente recommandée pour les places debout est de 10% (6°) ;
- Les surfaces horizontales doivent être antidérapantes (en condition humide également) ;
- Une ligne de barres d'appui doit être posée tous les 5 gradins, et disposée en quinconce ;

Considérant qu' actuellement, les gradins du Stade Bertelson ont une pente de 44% ;

Considérant que la terre ne peut pas être considérée comme revêtement antidérapant ;

Considérant qu'il manque de barres d'appui ;

Considérant que de plus, les gradins ne respectent pas les exigences en matière d'accessibilité PMR et d'évacuation d'urgence (la largeur de passage, l'éclairage, la signalétique) ;

Considérant qu'à cause de cette non-conformité les gradins ne sont plus utilisés actuellement ;

Considérant qu'un maintien des gradins en réalisant les travaux de restauration lourde ou en réalisant une reconstruction à l'identique n'est pas retenu pour les raisons évoquées ci-dessus ;

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

Objectifs :

Considérant qu'afin de répondre aux besoins grandissant des utilisateurs et de la vétusté des infrastructures, la commune de Forest prévoit, dans un premier temps le déplacement et l'agrandissement de la piste ;

Considérant que dans un second temps, la construction d'une salle omnisports est prévue ;

Considérant que cette construction de salle ne fait pas l'objet de la présente demande de permis ;

Considérant que l'objectif global des travaux en différents temps et de rassembler, au sein d'un même lieu, des pratiques sportives différentes ;

Situation projetée :**Première phase :**

Considérant que la tribune existante, ne faisant pas partie de la demande de permis ;

Considérant qu'elle est laissée telle quelle ;

Considérant qu' ultérieurement la futur salle omnisports est prévue à la place d'une des tribunes ;

Considérant que l'état des lieux des gradins a mis en évidence la détérioration avancée du béton de ceux-ci ;

Considérant que vu cette détérioration et vu leurs non-conformité, il est proposé de les remplacer ;

Considérant qu' il est nécessaire de gagner du terrain côté talus ;

Considérant qu' il est nécessaire de gagner du terrain côté talus afin d' entreprendre l'agrandissement de la piste, et ne pas empiéter sur les tribunes ;

Considérant que les parties Nord et Sud des gradins sont maintenus en place ;

Considérant qu' un espace de stockage ainsi que la salle de musculation du club d'athlétisme se trouvent sous les gradins Nord ;

Considérant que la conservation de la partie Nord permet également à la piste d'être protégé du vent et d'ainsi contribuer à la bonne pratique de l'athlétisme ;

Considérant que la mise en place de nouveaux gradins est proposé ;

Considérant que ce nouvel aménagement permettra d'agrandir la piste de deux couloirs et de combler la différence de niveau entre la piste et le haut arboré du talus ;

Considérant que ce nouvel aménagement ne nécessite aucun abatage d'arbre ;

La piste :

Considérant que la nouvelle piste et les autres aménagements sportifs sont conformes aux normes des compétitions internationales ;

Considérant que cette conformité permettra de favoriser le développement de la pratique de l'athlétisme ;

Considérant que la piste est élargie de 6 à 8 couloirs pour faciliter la gestion des entraînements en raison du nombre élevé d'athlètes et pour accueillir des compétitions homologuées de niveau belge ;

Considérant qu' une zone de dégagement de 1 m de large est réservée sur le pourtour extérieur de la piste ;

Considérant qu' elle est portée à 2 m de large, le long du bord extérieur de la ligne de vitesse ;

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

Considérant que l'orientation de la piste est maintenue à l'identique ce qui permet la préservation des espaces verts qui sont un patrimoine substantiel pour la faune et la flore et le bien-être des personnes ;

Considérant que les sautoirs (perche, hauteur, longueur) ainsi que les aires de lancers seront également remis aux normes ;

Considérant qu' une nouvelle plate-forme permettant l'installation d'une tour de chronométrage est prévue devant la ligne d'arrivée des 100 mètres, côte Sud de la tribune ;

Considérant que comme l'ancienne piste, la nouvelle, conserve la couleur rouge caractéristique, couleur qui résiste le mieux aux rayons ultra-violet ;

Les nouveaux gradins :

Considérant que les nouveaux gradins installés sont en béton préfabriqué de couleur grise ;

Considérant qu' ils ont une hauteur de 42 cm sur 6 niveaux ;

Considérant que le niveau projeté est identique à celui des anciens gradins ;

Considérant que les nouveaux gradins sont plus étroits que les anciens ;

Considérant que cette étroitesse permet à la piste de s'implanter au plus près du talus tout en gardant un espace de dégagement suffisant entre la nouvelle piste et les nouveaux gradins ;

Considérant que six nouveaux escaliers sont ajoutés afin de faciliter la circulation du public ;

Deuxième phase :

Considérant qu' à long terme la volonté de la commune de Forest est de regrouper sur un même site un pôle dédié aux sports ;

Considérant que cette deuxième phase de travaux ne fait pas partie de la présente demande de permis ;

Motivation :

Générale :

Considérant que le stade : piste d'athlétisme et gradins, est rénové afin qu'il réponde aux normes ;

Considérant que l'enlèvement d'une partie des gradins est nécessaires afin de créer des nouveaux gradins conformes et d'élargir la piste d'athlétisme afin de la rendre conforme également ;

Considérant qu'il est impossible de maintenir l'ensemble des gradins existants ;

Considérant néanmoins que les tribunes sont préservées ;

Considérant qu'elles ne serviront plus pour accueillir le public, mais qu'elle permettront de maintenir la zone de stockage et la salle de musculation ;

Considérant qu'elles permettront aussi de continuer à garder la piste d'athlétisme à l'abris des vents ;

Considérant que le projet préserve la typologie actuelle du stade avec une piste d'athlétisme entourée par des gradins et tribunes ;

Maillage vert, bleu et noir :

Considérant que le site du projet se trouve en zone de liaison écologique et à proximité d'une zone de développement écologique ;

Considérant que de plus une continuité écologique prévue au PRDD longe le stade ;

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

Considérant que parmi les zones jouxtant le projet, le talus arboré auquel s'adossent les gradins à démolir présente un intérêt particulier au niveau écologique ;

Considérant qu'une attention particulière devra être portée à sa protection pendant les travaux et dans l'élaboration du projet ;

Considérant qu'il sera notamment nécessaire d'analyser les caractéristiques et l'état phytosanitaire des arbres les plus proches des gradins démolis afin de s'assurer que les travaux prévu sont réalisés de manière à garantir leur survie à long termes ;

Considérant que les gradins sont actuellement végétalisés par marque d'entretien ;

Considérant que les gradins seront plus compacts afin de permettre le maintien de la végétation (arbres à haute tige) au sommet du talus ainsi qu'un élargissement de la piste d'athlétisme ;

Considérant qu'une intégration de la végétation dans les nouveaux gradins ne semble pas opportun au niveau de la difficulté d'entretien ;

Considérant que le maintien et le renforcement des qualités végétales du talus doit est un objectif suffisant pour garantir le bon aménagement des lieux ;

Considérant de plus que le projet prévoit de nouveaux mats d'éclairage ; que si ceux-ci sont principalement orientés pour éclairer la piste d'athlétisme ;

Considérant qu'il est nécessaire d'en limiter la dispersion lumineuse, en particulier à proximité du talus ;

Considérant que le Plan de Gestion de l'Eau encourage la gestion des eaux pluviales à la parcelle pour limiter les phénomènes d'inondations, permettre une résilience urbaine face aux autres effets du changement climatique et assurer un cadre de vie amélioré aux habitants ;

Considérant que la piste d'athlétisme est prévue en revêtement imperméable et que l'eau récoltée rejoint une conduite dont la destination du rejet reste à déterminer ;

Considérant que si des solutions de revêtements drainants existent pour ce type d'installation, le demandeur déclare en séance que celles-ci sont rapidement sujettes à des phénomènes de colmatages qui en diminuent fortement l'efficacité ;

Considérant que si cet argument peut être entendu, il y a toutefois lieu de gérer ces eaux par infiltration au sein du site du projet, préférentiellement dans des dispositifs végétalisés, et d'éviter tout rejet à l'égout ;

Considérant qu'un trop-plein vers l'égout peut également être assorti de techniques mécaniques empêchant les sédiments etc. de boucher les évacuations, type crapaudines ;

Patrimoine et circularité :

Considérant que les tribunes et gradins sont des témoins typiques des infrastructures en béton des stades sportifs de la deuxième moitié du vingtième siècle ;

Considérant que la typologie globale de cet aménagement est respectée avec la création de nouveaux gradins ;

Considérant néanmoins que le projet gagnerait en qualité avec une réflexion pour réutiliser sur site, restaurer et/ou de mettre à disposition certains éléments en rocaille issus des gradins actuels, comme p.ex. les balustrades/garde-corps ;

Considérant qu'il y a lieu d'intégrer cette réflexion patrimoniale et circulaire au projet ;

Accessibilité :

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

Considérant que les nouveau gradins, tout comme les existants, ne sont pas accessible PMR ;

Considérant que des emplacements PMR sont prévus de l'autre côté de stade proche des tribunes ;

Considérant qu'il y lieu de compléter le dossier avec un schéma, une note ou un plan détaillant la zone PMR ;

Conclusion :

Avis favorable sous conditions :

Nature :

- De limiter la dispersion lumineuse des spots prévus sur les nouveaux mats d'éclairage, en particulier en direction du talus (limiter les lux et la température au stricte minimum pour les activités, placer des déflecteurs, etc.) ;
- De prévoir une gestion intégrée des eaux pluviales ruisselants sur la piste d'athlétisme, préférentiellement par infiltration au sein de dispositifs végétalisés ;

Patrimoine et circularité :

- D' étudier la possibilité de réutiliser sur site, de restaurer et/ou de mettre à disposition certains éléments en rocaille issus des gradins actuels, comme p.ex. les balustrades/garde-corps ;

Accessibilité :

- Fournir plus d'information sur la zone du stade accessible au PMR via des documents spécifiques à intégrer au dossier (un schéma, une note, et/ou un plan de détail) ;

Vu l'avis du collège des Bourgmestre et échevins de Forest du **07/11/2024** ;

Considérant que le Fonctionnaire Délégué se rallie à la motivation reprise dans l'avis de la commission de concertation ; qu'il fait dès lors sien cette motivation dans le cadre de la délivrance du présent permis pour tout ce qui n'est pas spécifiquement et complémentirement visé dans celui-ci ;

Considérant qu'à l'issue de la commission de concertation du 08/10/2024, le demandeur a fait part, en date du **11/12/2024**, de son souhait d'introduire d'initiative des plans modificatifs en vue de répondre aux remarques de l'avis de la Commission de ;

Considérant que les plans modificatifs ont été introduits en date du **13/12/2024** ;

Considérant que l'accusé de réception complet de cette demande modifiée porte la date du **19/12/2024** ;

Considérant que les modifications apportées par le demandeur n'affectent pas l'objet de la demande, sont accessoires et visent à répondre aux objections suscitées par le projet initial ou à supprimer de la demande les dérogations visées à l'article 126, § 11 du CoBAT, qu'impliquait le projet initial ;

Considérant que la demande modifiée ne doit dès lors pas être soumise aux mesures particulières de publicité;

En ce qui concerne les motivations relatives au projet modifié ainsi que les conditions de permis :

De manière générale :

Considérant que la note explicative plans modifiés, ainsi que les plans de détails modifiés répondent aux conditions de la Commission de Concertation ;

Considérant que les éléments de ces plans modifiés sont décrits ci-dessous ;

Patrimoine et circularité :

Considérant que l'avis de la Commission de Concertation demande d'étudier la possibilité de réutiliser sur site, de restaurer et/ou de mettre à disposition certains éléments en rocaille issus des gradins actuels, comme p.ex. les balustrades/garde-corps ;

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

Considérant que le demandeur confirme que certains éléments provenant des gradins actuels seront réutilisés dans le cadre du projet ;

Considérant qu'il existe sur le site des éléments de 2 type : garde-corps et balustrades ;

Considérant que les garde-corps se trouvent sur les gradins et permet aux spectateurs de se maintenir debout ;

Considérant que les balustrades se trouvent autour de la piste actuelle et créent une séparation physique entre la piste et le reste du stade ;

Considérant que les éléments sur les gradins historiques, préservés, nord et sud sont maintenus ;

Considérant que les éléments qui se trouvent sur les gradins qui seront démolis, seuls ceux qui sont dans un état satisfaisant seront conservés ;

Considérant que ces derniers éléments seront disposés sur la partie engazonnée, au sud de la tribune ;

Considérant que les utilisateurs du stade pourront les utiliser comme des objets ludiques et comme des témoins du passé ;

Considérant que cette proposition offre des garanties suffisantes permettant un respect patrimonial ainsi qu'une circularité ;

Accessibilité

Considérant que l'avis de la Commission de Concertation demande de fournir plus d'information sur la zone du stade accessible au PMR via des documents spécifiques à intégrer au dossier (un schéma, une note, et/ou un plan de détail) ;

Considérant que tout autour de la tribune se trouvent des zones accessibles aux personnes à mobilité réduite ;

Considérant que cela est détaillé sur plan ;

Considérant que les personnes à mobilité réduite ont également la possibilité de se déplacer sur la zone de dégagement située sur le pourtour extérieur de la piste ;

Considérant que cette dernière est assez large (2m) pour se croiser et se retourner le long de la ligne de vitesse ;

Considérant que l'accès à la tribune se fait aujourd'hui par des doubles portes surmontées d'une contremarche de 10 cm ;

Considérant qu'afin de faciliter l'accès pour les personnes à mobilité réduite, le projet prévoit la création d'un palier de 3,30 m et d'une rampe de même longueur (ce qui donne une pente de 3%) ;

Considérant que cette proposition offre des garanties suffisantes permettant une accessibilité accrue aux infrastructures sportives ;

Nature :

Considérant que l'avis de la Commission de Concertation demande de limiter la dispersion lumineuse des spots prévus sur les nouveaux mats d'éclairage, en particulier en direction du talus ;

Considérant que l'avis de la Commission de Concertation demande également de prévoir une gestion intégrée des eaux pluviales ruisselants sur la piste d'athlétisme, préférentiellement par infiltration au sein de dispositifs végétalisés ;

Considérant que les spots des mats d'éclairage prévus sont de type directionnel permettant de limiter la dispersion lumineuse vers les zones extérieures à la piste et aux gradins et particulièrement vers le talus boisé ;

Considérant qu'une étude photogrammétrique permettra, avant mise en œuvre de vérifier la limitation de la dispersion lumineuse ;

Considérant que cette étude sera également confirmée par des tests en grandeur réelle lors de la mise en œuvre de l'éclairage ;

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

Considérant qu' il aura lieu d'impliqué Bruxelles Environnement dans cette étude photogrammétrique ;

Considérant qu' il aura lieu de notifier Bruxelles Environnement des tests grandeur réelle lors de la mise en œuvre de l'éclairage ;

Considérant qu'une validation de l'étude photogrammétrique ainsi que des tests par Bruxelles Environnement est souhaitable ;

Considérant que des dispositifs d'infiltration des eaux pluviales récoltées sur la piste seront étudiés pour limiter au maximum les rejets à l'égout ;

Considérant que, dans la mesure du possible et suivant la place encore disponible, ils seront constitués de noues d'infiltration végétalisées ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre contact avec Bruxelles Environnement afin d'affiner et de faire valider cette proposition de gestion des eaux de pluie avant l'exécution du permis ;

Considérant en effet qu'il y a lieu d'être le plus ambitieux possible pour la gestion des eaux de pluie en parcelle ;

En conclusion :

Considérant que le projet présente une opportunité pour mettre aux normes le stade, d'augmenter sa capacité ainsi que son accessibilité ;

Considérant que le projet préserve l'environnement vert en préservant les talus boisés ;

Considérant que le projet concerne les tribunes et réutilise certains éléments en béton armé typique du stade ;

Considérant de ce qui précède, le projet s'accorde aux caractéristiques urbanistiques du cadre urbain environnant et n'est pas contraire au principe de bon aménagement des lieux.

Fait à Bruxelles, le

Le fonctionnaire délégué,

Directeur

Notification du présent permis est faite simultanément, envoi par recommandé, au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins.

Le demandeur peut introduire un recours au Gouvernement dans les trente jours de la réception de la présente décision du fonctionnaire délégué. Ce recours est adressé au Gouvernement par la voie électronique (beroep-recours@gov.brussels) ou par lettre recommandée à la poste à l'adresse suivante :

*Recours au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
Madame Ans Persoons, Secrétaire d'Etat chargé de l'Urbanisme et des Monuments et Sites
Zenith Building
Boulevard du Roi Albert II, 37 - 12e étage
1030 Bruxelles*

Le collège des bourgmestre et échevins peut introduire un recours auprès du Gouvernement dans les trente jours qui suivent la réception de la décision du fonctionnaire délégué octroyant le permis. Ce recours, de même que le délai pour former recours, est suspensif. Il est adressé en même temps au demandeur et au Gouvernement par la voie électronique (beroep-recours@gov.brussels) ou par lettre recommandée à la poste.

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

En vue d'assurer l'information du public, il vous appartient de compléter et d'afficher l'avis annexé au présent courrier. Les instructions liées à l'affichage se trouvent à la première page de l'annexe. Lorsqu'un avis ne vous a pas été envoyé, vous devez le télécharger sur le site urban.brussels.

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

Annexe 1 au permis d'urbanisme

Indications particulières à respecter pour la mise en œuvre du permis : Néant

Modèle d'avis de communication de décision prise en matière de permis et de certificat d'urbanisme et de lotir

Vous trouverez en Annexe 2, un modèle d'affiche à utiliser si nous n'en avez pas reçu lors de la notification de la décision de l'autorité délivrante à l'égard de votre demande de permis ou de certificat d'urbanisme ou de lotir.

En vertu de l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 25 avril 2019 réglant la forme ainsi que les procédés d'information et de mise à disposition des décisions prises en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificat d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins, le fonctionnaire délégué et le Gouvernement tel que modifié par l'Arrêté n° 2020/037 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux modifiant l'arrêté, il vous incombe de procéder, durant 15 jours :

- à l'affichage de cet avis sur le bien concerné, à un endroit visible depuis la voie publique,
- ainsi qu'aux accès existants et futurs du bien concerné, situés à la limite de ce bien et de la voie publique,
 - ou, lorsque le bien concerné n'est pas pourvu d'accès, sur ses murs et façades situés le long de la voie publique

Pour ce faire, vous disposez de 10 jours à compter :

- de la réception de la décision ;
- ou de l'expiration du délai imparti à l'autorité délivrante pour notifier sa décision, lorsque l'absence de décision équivaut à une décision de refus.

Les affiches doivent être tenues en parfait état de visibilité et de lisibilité pendant toute la durée d'affichage. Vous devez donc les disposer de façon à pouvoir être lues aisément, à une hauteur de 1,50 mètre, au besoin sur une palissade ou un panneau sur piquet.

Les affiches doivent être bilingues, vous devez donc compléter les 2 parties (FR + NL).

Les parties à compléter ou modifier sont numérotées :

- 1) Barrer ou supprimer la (les) mention(s) inutile(s)
- 2) Décrire l'objet et la teneur de la décision et mentionner l'adresse du bien concerné par la décision
- 3) Barrer ou supprimer la (les) mention(s) inutile(s)
- 4) A compléter par l'autorité délivrante
- 5) A compléter par la date de la décision
- 6) A compléter par les dates, les heures d'ouverture et l'adresse de l'administration où la décision peut être consultée
- 7) A compléter par l'adresse du site internet sur lequel la décision peut être consultée

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

EXTRAITS DE DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

La législation peut faire l'objet de modifications. Toute la législation urbanistique actualisée est disponible sur le site régional de l'urbanisme <http://urbanisme.irisnet.be>.

Décision du fonctionnaire délégué

Article 188 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le fonctionnaire délégué peut délivrer le permis, assortir le permis de conditions destinées à sauvegarder le bon aménagement des lieux ou refuser le permis.

Il peut également consentir les dérogations visées à l'article 126, § 11.

En outre, le fonctionnaire délégué peut accorder le permis en s'écartant des prescriptions réglementaires des plans visés au titre II dès que la modification de ces plans a été décidée dans le but de permettre la réalisation des actes et travaux d'utilité publique qui sont l'objet de la demande de permis, pour autant que, dans la décision de modifier le plan, l'autorité compétente ait justifié que la modification ne concerne que l'affectation de petites zones au niveau local et ne soit pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement compte tenu des critères énumérés à l'annexe D du présent Code. Dans ce cas, la demande du permis est soumise aux mesures particulières de publicité visées à l'article 188/7.

Modalités de publicité

Article 194/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Un avis indiquant que le permis a été délivré doit être affiché sur le terrain par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit, dans les autres cas, dès les préparatifs de l'acte ou des actes et tout au long de l'accomplissement de ceux-ci.

Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par l'administration communale ou par le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 301, à l'endroit où les travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.

Le titulaire du permis doit avertir par lettre recommandée le collègue des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes autorisés ainsi que de l'affichage visé à l'alinéa 1er, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent article.

Articles 2 à 6 et annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 septembre 2011 relatif à l'affichage et à l'avertissement prescrits pour les actes et travaux autorisés en matière d'urbanisme :

OBLIGATION D'AFFICHAGE

Art. 2. L'avis requis par l'article 194/2, alinéa 1er, du CoBAT est conforme au modèle d'affiche figurant à l'annexe au présent arrêté.

Art. 3. L'avis mentionne le nom de la commune concernée, le type de permis délivré, la date de délivrance du permis et celle de son éventuelle prorogation ou reconduction, l'autorité délivrante, l'objet du permis, la durée prévue du chantier, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone auquel il est possible d'atteindre l'entrepreneur ou le responsable du chantier, ainsi que les horaires du chantier.

Art. 4. L'avis est affiché au moins huit jours avant l'ouverture du chantier ou avant de poser les actes pour lesquels le permis a été délivré.

Art. 5. § 1er. L'affiche est imprimée en noir sur papier blanc de format DIN A3. Elle est disposée de façon à pouvoir être lue aisément, à la limite du bien et de la voie publique contiguë, parallèlement à celle-ci et à une hauteur de 1,50 mètre, au besoin sur une palissade ou sur un panneau sur piquet. Elle est maintenue en parfait état de visibilité et de lisibilité durant toute la durée de l'affichage.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'un permis d'urbanisme relatif à des travaux d'infrastructure, l'avis doit être affiché de la même manière à deux endroits au moins sur la section de l'infrastructure concernée.

Si les actes et travaux portent sur une section de plus de 100 mètres de long ou sur plusieurs sections différentes, cet affichage est requis, selon le cas, tous les 100 mètres ou sur chacune des sections.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'actes ou de travaux portant sur une superficie de plancher de plus de 1 000 m², les mentions reprises dans l'annexe doivent, en outre, être reproduites en grands caractères sur un panneau d'au moins 4 m².

ANNEXE : AVIS D'AFFICHAGE

Région de Bruxelles-Capitale

Commune de

AVIS

Application de l'article 194/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT).

Permis d'urbanisme (1)

Permis de lotir n° (1)

délivré le

à

par

prorogé le (1)

prorogation reconduite le (1)

OBJET DU PERMIS :

DUREE PREVUE DU CHANTIER :

ENTREPRENEUR/RESPONSABLE DU CHANTIER :

Nom :

Adresse :

N° de téléphone :

HORAIRES DU CHANTIER :

(1) Biffer la mention inutile.

OBLIGATION D'AVERTISSEMENT

Art. 6. Dans l'avertissement visé à l'article 194/2, alinéa 3, du CoBAT, le titulaire du permis mentionne les informations suivantes :

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

- 1° les références du permis : références du dossier, adresse du bien, date de délivrance du permis, autorité ayant délivré le permis;
- 2° son nom ou sa raison sociale;
- 3° la date de commencement des actes ou travaux;
- 4° la date d'affichage de l'avis indiquant que le permis a été délivré;
- 5° le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'entrepreneur ou du responsable du chantier.

NB : un modèle informatique de l'avis d'affichage et de l'avertissement - à compléter et imprimer- sont disponibles sur le site régional de l'urbanisme : <http://urbanisme.irisnet.be/lepermisurbanisme/apres-le-permis/avertissement-du-debut-des-travaux>.

Article 192, alinéa 4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque le permis est délivré afin de faire cesser une des infractions visées à l'article 300, il fixe le délai endéans lequel les travaux nécessaires à la cessation de l'infraction doivent être entamés ainsi que le délai endéans lequel ces travaux doivent être achevés.

Modification du permis d'urbanisme

Article 102/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§1^{er}. Conformément aux dispositions du présent Titre, sous réserve des dispositions du présent article, le titulaire d'un permis d'urbanisme peut solliciter la modification de ce permis aux conditions suivantes :

- 1° les modifications demandées ne peuvent pas porter sur des travaux déjà réalisés;
- 2° la modification ne porte que sur les droits issus du permis qui n'ont pas encore été mis en œuvre;
- 3° tous les recours administratifs ouverts à son encontre par le présent Code ou les délais pour les intenter sont épuisés.

§ 2. La demande de modification est introduite auprès de l'autorité ayant délivré le permis d'urbanisme initial, sauf dans les hypothèses suivantes :

- Lorsque l'une des hypothèses visées à l'article 123/2 est rencontrée ;
- Lorsque le permis d'urbanisme initial a été délivré sur recours par le Gouvernement, la demande de modification est introduite auprès du fonctionnaire délégué.

§ 3. Lorsqu'elle accorde la modification du permis, l'autorité ne peut porter atteinte aux éléments du permis d'urbanisme qui ne sont pas modifiés par la demande.

§ 4. L'introduction d'une demande de modification n'emporte pas renonciation au bénéfice du permis d'urbanisme dont la modification est demandée.

La modification du permis d'urbanisme n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisme dont la modification est demandée.

§ 5. Le Gouvernement arrête la composition obligatoire du dossier de modification du permis d'urbanisme.

Péremption et prorogation

Article 101 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§1^{er}. Sous réserve des hypothèses visées au § 3, le permis est périmé si, dans les trois années de sa délivrance, le titulaire n'a pas entamé sa réalisation de façon significative ou, dans les cas visés à l'article 98, § 1er, 1°, 2° et 4°, s'il n'a pas commencé les travaux d'édification du gros-œuvre ou encore s'il n'a pas, le cas échéant, mis en œuvre les charges imposées en application de l'article 100.

L'interruption des travaux pendant plus d'un an entraîne également la péremption du permis. Dans cette hypothèse, la péremption affecte :

- la partie non réalisée du permis, si la partie réalisée peut être considérée, au sein de celui-ci, comme un élément autonome, apprécié et autorisé comme tel par l'autorité délivrante ;
- l'entièreté du permis, dans le cas contraire.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

§ 2. A la demande du titulaire du permis, les délais visés au § 1er peuvent être prorogés par période d'un an, lorsque le demandeur justifie soit qu'il n'a pu mettre en œuvre son permis soit qu'il a dû interrompre ses travaux en raison de la survenance d'un cas de force majeure ou de la nécessité de conclure un ou plusieurs marché(s) public(s).

La demande de prorogation doit intervenir, à peine de forclusion, deux mois au moins avant l'écoulement du délai de péremption.

Le collège des bourgmestre et échevins se prononce sur la demande de prorogation lorsque le permis a été délivré par celui-ci. Dans les autres cas, le fonctionnaire délégué se prononce sur la demande de prorogation.

A défaut de décision de l'autorité compétente au terme du délai de péremption, la prorogation demandée est réputée accordée.

La décision de refus de prorogation ne peut pas faire l'objet d'un recours au Gouvernement.

§ 3. En dérogation au § 1er, pour les permis portant sur des zones d'espaces verts ou visés à l'article 123/2, § 1er, 1° à 3°, qui autorisent des actes et travaux récurrents ou s'inscrivant dans un programme de gestion de l'ensemble du bien concerné, le délai de péremption peut être fixé à dix ans pour les actes et travaux concernés. Dans cette hypothèse, l'interruption des actes et travaux pendant plus d'un an n'entraîne pas la péremption du permis et § 2 n'est pas applicable.

§ 4. Dans tous les cas où, en application du présent Code, le permis d'urbanisme est suspendu, le délai de péremption est lui-même suspendu, et ce pour toute la durée de suspension du permis.

§ 5. Au cas où des actes ou travaux de dépollution du sol doivent être exécutés avant la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme, le permis et son délai de péremption sont suspendus de plein droit jusqu'à la constatation par l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement de la bonne exécution de ces actes ou travaux préalables.

§ 6. Lorsqu'un recours en annulation est introduit à l'encontre d'un permis d'urbanisme devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, le délai de péremption du permis est suspendu de plein droit de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale. Si le titulaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie à la procédure, l'autorité qui a délivré le permis notifie au titulaire la fin de la période de suspension du délai de péremption.

Le délai de péremption du permis d'urbanisme est également suspendu de plein droit lorsqu'une demande d'interruption des actes et travaux autorisés par ce permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire, de la signification de l'acte introductif d'instance à la notification de la décision.

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

§ 7. En cas de projet mixte au sens de l'article 176/1, le permis d'urbanisme et son délai de péremption sont suspendus tant que le permis d'environnement définitif n'a pas été obtenu.

Le refus définitif du permis d'environnement emporte caducité de plein droit du permis d'urbanisme.

Pour l'application du présent Code, une décision est définitive lorsque tous les recours administratifs ouverts contre cette décision par le présent Code ou par l'ordonnance relative aux permis d'environnement, ou les délais pour les intenter, sont épuisés.

Lorsqu'un recours en annulation est introduit à l'encontre du permis d'environnement devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, le délai de péremption du permis d'urbanisme est suspendu de plein droit de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale. Si le titulaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie à la procédure, l'autorité qui a délivré le permis notifie au titulaire la fin de la période de suspension du délai de péremption.

Le délai de péremption du permis d'urbanisme est également suspendu de plein droit lorsqu'une demande d'interdiction de mise en œuvre du permis d'environnement est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire, de la signification de l'acte introductif d'instance à la notification de la décision.

§ 8. La présente disposition n'est pas applicable aux permis d'urbanisme si et dans la mesure où ils autorisent des actes et travaux visant à mettre fin à une infraction visée à l'article 300.

Article 101/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Par dérogation à l'article 101, lorsque l'exécution d'actes et travaux ainsi que, le cas échéant, de charges d'urbanisme est prévue par phases, conformément à l'article 192, le permis détermine, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption visé à l'article 101, § 1er. Le laps de temps séparant le point de départ de deux phases successives ne peut pas excéder trois ans.

Le délai de péremption relatif à chaque phase peut faire l'objet d'une prorogation selon les modalités reprises à l'article 101, § 2.

Article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à la péremption et à la prorogation des permis d'urbanisme :

La demande de prorogation est adressée, par envoi recommandé à la poste, au collège des bourgmestre et échevins qui a délivré le permis ou au fonctionnaire délégué lorsque le permis a été délivré par une autre autorité que le collège des bourgmestre et échevins.

Recours au Gouvernement

Article 188/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le demandeur peut introduire un recours au Gouvernement à l'encontre :

- de la décision du collège des bourgmestre et échevins ou du fonctionnaire délégué, dans les trente jours de la réception de celle-ci ;
- de la décision implicite de refus de sa demande, dans les trente jours de l'expiration du délai imparti au fonctionnaire délégué pour statuer sur celle-ci.

Lorsque la commune n'est ni la demanderesse de permis, ni l'autorité initialement compétente pour délivrer celui-ci, le Collège des bourgmestre et échevins peut introduire un recours au Gouvernement à l'encontre de la décision du fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de celle-ci. Ce recours, de même que le délai pour le former, est suspensif. Sous peine d'irrecevabilité, il est adressé en même temps au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Le recours est adressé au Gouvernement, qui en transmet copie, dès réception, au Collège d'urbanisme et à l'autorité dont la décision, expresse ou implicite, est contestée.

Le Collège d'urbanisme procède à une audition lorsque celle-ci est demandée. Cette demande est formulée dans le recours ou, s'agissant de l'autorité dont la décision, expresse ou implicite, est contestée, dans les cinq jours de la notification du recours par le Gouvernement. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître. L'administration en charge de l'urbanisme et le Gouvernement ou la personne qu'il délègue peuvent assister à l'audition devant le Collège d'urbanisme.

Le Gouvernement arrête les modalités d'introduction du recours et d'organisation de l'audition.

Article 188/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Sans préjudice de l'alinéa 2, le Collège d'urbanisme notifie son avis aux parties et au Gouvernement dans les septante-cinq jours de la date d'envoi du recours.

Le délai visé à l'alinéa 1er est prolongé comme suit lorsque le Collège d'urbanisme constate que la demande doit être soumise aux actes d'instruction suivants :

- 1° trente jours lorsque la demande est soumise à l'avis d'administrations ou d'instances ;
- 2° quarante-cinq jours lorsque la demande est soumise à une enquête publique ;
- 3° quarante-cinq jours lorsque l'enquête publique est organisée partiellement durant les vacances d'été ;
- 4° quarante-cinq jours lorsque la demande est soumise à l'avis de la commission de concertation ;

Dans ces hypothèses, le Collège d'urbanisme informe les parties et le Gouvernement des mesures sollicitées et de la durée de la prolongation des délais.

A défaut d'avis émis dans le délai imparti, la procédure est poursuivie sans qu'il doive être tenu compte d'un avis émis hors délai.

Article 188/3 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le Gouvernement notifie sa décision aux parties dans les soixante jours :

- de la notification de l'avis du Collège d'urbanisme ;
- ou, à défaut d'avis rendu dans le délai imparti, de l'expiration de ce délai.

A défaut de notification de la décision dans le délai prévu à l'alinéa 1er, chacune des parties peut, par lettre recommandée, adresser un rappel au Gouvernement. Lorsque ce rappel est envoyé par le Collège des bourgmestre et échevins, celui-ci en adresse simultanément une copie au demandeur en permis par lettre recommandée. A défaut, la lettre de rappel ne porte pas d'effets.

Si, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours à compter de l'envoi du rappel, le Gouvernement n'a pas envoyé sa décision aux parties, l'avis du Collège d'urbanisme tient lieu de décision. A défaut d'avis du Collège d'urbanisme, la décision qui a fait l'objet du recours est confirmée.

Article 188/4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

§ 1er. *Préalablement à la décision du Gouvernement, le demandeur peut modifier sa demande de permis.*

Toutefois, lorsque la demande de permis est soumise aux mesures particulières de publicité en application de l'article 188/2, la demande ne peut être modifiée entre la date d'introduction du recours et la fin des mesures particulières de publicité ou l'échéance du délai de leur réalisation visé à l'article 188/8 ou 188/9.

§ 2. *Le demandeur avertit le Gouvernement par lettre recommandée de son intention de modifier sa demande de permis. Le délai visé à l'article 188/3 est suspendu à dater de l'envoi de la lettre recommandée.*

§ 3. *Dans un délai de 6 mois à compter de la notification adressée au Gouvernement, les modifications sont introduites par le demandeur.*

Passé ce délai, la demande de permis est caduque.

§ 4. *Dans les trente jours de la réception de la demande modifiée, le Gouvernement vérifie si le dossier est complet et si la demande modifiée doit à nouveau être soumise à des actes d'instruction eu égard aux conditions visées au § 5, et adresse au demandeur, par lettre recommandée, un accusé de réception si le dossier est complet. Dans le cas contraire, il l'informe, dans les mêmes conditions, que son dossier n'est pas complet en indiquant les documents ou renseignements manquants ; le Gouvernement délivre l'accusé de réception dans les trente jours de la réception de ces documents ou renseignements.*

Si, dans les six mois de la notification du caractère incomplet du dossier, le demandeur ne communique aucun des documents ou renseignements manquants, la demande de permis est caduque. Si le demandeur communique une partie de ces documents, il est à nouveau fait application des dispositions du présent paragraphe.

En l'absence de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification du caractère incomplet du dossier dans les délais visés à l'alinéa 1er, la suspension visée au § 2 est levée et le délai dans lequel le Gouvernement doit notifier sa décision conformément à l'article 188/3 recommence à courir le lendemain de l'échéance du délai visé à cet alinéa.

§ 5. *Lorsque les modifications apportées par le demandeur n'affectent pas l'objet du projet, sont accessoires et visent à répondre aux objections suscitées par le projet initial ou à supprimer de la demande les dérogations visées à l'article 126, § 11, qu'impliquait le projet initial, le Gouvernement statue sur la demande modifiée, sans qu'elle ne soit à nouveau soumise aux actes d'instruction déjà réalisés.*

La suspension visée au § 2 est levée à la date d'envoi de l'accusé de réception de dossier complet visé au § 4, et le délai dans lequel le Gouvernement doit notifier sa décision conformément à l'article 188/3 recommence à courir.

Article 188/5 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le Gouvernement peut délivrer le permis, assortir le permis de conditions destinées à sauvegarder le bon aménagement des lieux ou refuser le permis.

Il peut également consentir les dérogations visées à l'article 126, § 11.

En outre, le Gouvernement peut accorder le permis en s'écartant des prescriptions réglementaires des plans visés au titre II dès que la modification de ces plans a été décidée dans le but de permettre la réalisation des actes et travaux d'utilité publique qui sont l'objet de la demande de permis, pour autant que, dans la décision de modifier le plan, l'autorité compétente ait justifié que la modification ne concerne que l'affectation de petites zones au niveau local et ne soit pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement compte tenu des critères énumérés à l'annexe D du présent Code. Dans ce cas, la demande du permis est soumise aux mesures particulières de publicité visées à l'article 188/7.

Les alinéas précédents sont applicables à l'avis du Collège d'urbanisme lorsque celui-ci tient lieu de décision conformément à l'article 188/3.

Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 2019 relatif à l'introduction des recours exercés devant le Gouvernement contre les décisions prises en matière de permis de lotir, de permis d'urbanisme et de certificats d'urbanisme et organisant l'audition prévue dans le cadre de ces recours :

Article 1er. *Pour l'application du présent chapitre, on entend par :*

1° *CoBAT : le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;*

2° *Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale ;*

3° *Recours : le recours en réformation introduit auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 188/1 du CoBAT.*

Art. 2. *Sous réserve de ce que prévoit l'article 188/1, alinéa 2, du CoBAT pour les recours introduits par le Collège des bourgmestre et échevins, l'introduction d'un recours au Gouvernement peut se faire par la voie électronique ou par envoi d'une lettre recommandée à la poste.*

Art. 3. *Dès la réception du recours, le Gouvernement notifie, par la voie électronique, au Collège d'urbanisme et à l'autorité dont la décision est contestée, une copie du recours accompagnée, s'il échet, d'une copie des documents qui y sont joints.*

Dès la réception de la notification visée à l'alinéa 1er, l'autorité dont la décision est contestée adresse deux copies conformes du dossier administratif au Collège d'urbanisme.

Art. 4. *L'autorité dont la décision est contestée peut demander à être entendue, par la voie électronique ou par la voie postale, dans le délai prévu à l'article 188/1, alinéa 4, du CoBAT. Cette demande est adressée au Gouvernement qui la fait suivre, dès réception, au Collège d'urbanisme.*

Art. 5. *Lorsqu'une partie a demandé à être entendue, le Collège d'urbanisme convoque toutes les parties au plus tard huit jours avant la date de l'audition.*

La convocation est adressée par la voie électronique à l'autorité dont la décision est contestée, et peut être adressée par cette voie au demandeur de permis ou de certificat dans l'une des hypothèses suivantes :

1° *Lorsqu'il a introduit son recours par la voie électronique ;*

2° *moyennant son consentement préalable et exprès à échanger des communications électroniques produisant des effets juridiques à son égard.*

L'absence d'une partie dûment convoquée n'affecte pas la validité de l'avis du Collège d'urbanisme.

Art. 6. *Le Collège d'urbanisme dresse un procès-verbal de l'audition des parties en vue de sa communication au Gouvernement.*

Art. 7. *Lorsqu'une demande d'audition a été introduite conformément aux exigences de l'article 188/1 du CoBAT et du présent arrêté mais que le Collège d'urbanisme n'a pas procédé à l'audition dans le délai visé à l'article 188/2 du CoBAT, le Gouvernement invite les parties en vue de leur audition en se conformant au prescrit de l'article 5.*

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

AVIS D’AFFICHAGE - MEDEDELING VAN AANPLAKKING

Région de Bruxelles-Capitale
Commune de Forest

Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Gemeente Vorst

AVIS**MEDEDELING**

Application de l'article 194/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT)

Toepassing van artikel 194/2 van de het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO)

PERMIS D'URBANISME

STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNING

délivré le ...
à $\{Requesters1\}$
par **Urban.brussels**
prorogé le ...⁽¹⁾
prorogation reconduite le ...⁽¹⁾

afgegeven op ...
aan $\{Requesters1\}$
door **Urban.brussels**
verlengd op ...⁽¹⁾
verlenging vernieuwd op ...⁽¹⁾

OBJET DU PERMIS : Déplacer et renouveler la piste d'athlétisme.

VOORWERP VAN DE VERGUNNING :

DUREE PREVUE DU CHANTIER : ...

GEPLANDE DUUR VAN DE WERKEN : ...

ENTREPRENEUR/RESPONSABLE DU CHANTIER :
Nom : ...
Adresse : ...
N° de téléphone : ...

AANNEMER/VERANTWOORDELIJKE VAN DE WERF :
Naam : ...
Adres : ...
Telefoonnummer : ...

HORAIRES DU CHANTIER : ...

UURROOSTER VAN DE BOUWPLAATS : ...

(1) Biffer la mention inutile.

(1) Doorhalen wat niet van toepassing is

NB : pour connaître les modalités d'application des obligations d'affichage du permis et d'avertissement du début des travaux, voir la page suivante du portail régional de l'urbanisme : <http://urbanisme.irisnet.be/lepermisdurbanisme/apres-le-permis/avertissement-du-debut-des-travaux>.

NB: om de toepassingsmodaliteiten van de verplichtingen van aanplakking van de vergunning en van bekendmaking van de start van de werken te kennen, zie de volgende pagina van de gewestelijke website van stedenbouw : http://stedenbouw.irisnet.be/vergunning/apres-le-permis/aanplakking-van-de-vergunning-en-bekendmaking-van-de-start-van-de-werken?set_language=nl

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

Suite de la procédure PEB¹

Recommandation(s) concernant la proposition PEB le cas échéant

Suite de la procédure PEB :

Le CoBrACE (Code Bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Energie) est une réglementation de la Région de Bruxelles-Capitale. Ce CoBrACE est d'application pour les projets dont la demande de permis d'urbanisme est déposée à partir du 1/1/2015. Cette réglementation a pour objectif de diminuer la consommation d'énergie, et par conséquent les émissions de CO₂, des bâtiments tout en améliorant le climat intérieur.

Pour rappel, dans le cadre de la réglementation PEB, vous êtes tenus de poser des actes administratifs tout au long de l'avancement de votre projet afin de garantir le respect des exigences PEB.

Dans le cadre du CoBrACE, une seule et même procédure de base est désormais prévue pour toutes les natures des travaux (abandon de la procédure « simplifiée ») :

- Au plus tard 8 jours avant le début du chantier, vous devez envoyer ;
 - o le formulaire de « **notification PEB du début des travaux** » dûment complété et signé conformément à Art. 2.2.8 §1^{er} du CoBrACE
 - o ainsi que, pour les URS, le rapport PEB généré par le logiciel PEB
- Au plus tard 2 mois après la réception provisoire ou après la fin de chantier, vous devez envoyer le formulaire de « **déclaration PEB** » dûment complété et signé conformément à Art. 2.2.11 §1^{er} du CoBrACE ainsi que le rapport PEB, le fichier de calcul sous forme électronique et les photos portant sur les travaux PEB.

Adresse d'envoi des formulaires unité PEB neuve, assimilée à du neuf et rénovée lourdement ou hybride (projet avec plusieurs natures des travaux dont au moins une unité rénovée simplement)

Bruxelles Environnement
Division Energie - Département Travaux PEB
Site de Tour & Taxis
Avenue du Port 86C/3000 B-1000 Bruxelles

ou par mail :
epbdossierpeb@environnement.brussels

Adresse d'envoi des formulaires unité PEB rénovée simplement

Urban Brussels
Mont des Arts 10-13
1000 Bruxelles

ou par mail :
peb-epb@urban.brussels

Vente ou location du bien avant la fin des travaux :

Nous vous rappelons que si vous vendez ou louez votre bien avant les travaux ou en cours de réalisation, le nouvel acquéreur ou le locataire acquiert la qualité de Déclarant PEB si et seulement si :

- L'acte de vente ou de location prévoit que l'acquéreur ou le locataire devient le déclarant,

¹ D'application uniquement pour les permis d'urbanisme soumis à la PEB

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

- Un rapport intermédiaire établi par le conseiller PEB ou l'architecte désigné par le vendeur (promoteur,...) ou le bailleur et signé par le vendeur ou bailleur et l'acquéreur ou locataire, a été joint à l'acte de vente. Ce rapport reprend toutes les mesures qui ont été mises en œuvre et qui doivent être exécutées pour répondre aux exigences PEB, ainsi que le calcul du respect des exigences PEB. Ce rapport indiquera aussi la personne chargée de la mise en œuvre des différentes mesures,
- à l'issue des travaux, le vendeur ou bailleur met les informations nécessaires concernant les travaux qu'il a exécutés ou qui ont été exécutés pour son compte à la disposition de l'acquéreur ou du locataire en vue de l'établissement de la déclaration PEB.

Si une vente ou une location est conclue, avant la fin des travaux, c'est le nouvel acquéreur ou locataire qui devient responsable de la déclaration PEB pour autant que les 3 conditions citées ci-dessus soient remplies. **Dès qu'une des 3 conditions fait défaut, c'est le déclarant visé dans la notification de début des travaux PEB (le maître d'ouvrage initial) qui reste responsable de la déclaration PEB.**

Nous vous rappelons également que, conformément au CoBrACE, le respect des procédures PEB et des exigences PEB est de votre entière responsabilité en tant que maître d'ouvrage (déclarant). En cas de non-respect, le CoBrACE prévoit des amendes administratives en ses articles 2.6.1 à 2.6.4 et des sanctions pénales en son article 2.6.5.

Notification de changement d'intervenants

Selon l'Article 2.2.9 § 2 de l'Ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie (COBRACE), vous êtes tenu de nous informer de tout changement d'intervenants (déclarant, architecte et/ou conseiller) en remplissant le formulaire *ad hoc*. Vous trouverez celui-ci en suivant ce chemin : www.environnement.brussels > Thèmes > Bâtiment et énergie > Performance énergétique des bâtiments (PEB) > Travaux PEB > Les formulaires. Le nom du document-type est « Changement de déclarant / conseiller PEB / architecte ».

Services d'aide de la réglementation travaux PEB :

Pour toutes questions sur les procédures PEB, les exigences PEB, etc., vous pouvez vous informer auprès des différents services d'aide de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les membres de ces services sont en contact régulier avec Bruxelles Environnement.

Contact	e-mail	Téléphone	Public cible
Service Facilitateur Bâtiment Durable	facilitateur@environnement.brussels	0800/ 85 775	Architectes Conseillers PEB Professionnels
Urban.brussels	peb-epb@urban.brussels	/	Particuliers Professionnels
Cellule Energie et Environnement CCB	info@confederationconstruction.be	02/ 545 58 32	Entrepreneurs en construction
Hub.brussels	http://hub.brussels	02/ 422 00 20	Entreprises

Site internet :

Pour plus d'informations sur la réglementation travaux PEB (Exigences et Procédures, Logiciel PEB, FAQ, Législation, ...):

www.environnement.brussels > Accès rapide : la performance énergétique des bâtiments (PEB) > travaux PEB.

(1) Supprimer la/les mention(s) inutile(s)

AVIS DE COMMUNICATION DE DECISION PRISE EN MATIÈRE D'URBANISME

Application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 25 avril 2019 réglant la forme ainsi que les procédés d'information et de mise à disposition des décisions prises en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificat d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins, le fonctionnaire délégué et le Gouvernement

Un permis d'urbanisme ayant pour objet : "Déplacer et renouveler la piste d'athlétisme." , a été octroyé par Urban.brussels en date du

La décision peut être consultée :

- auprès de l'administration communale suivante : **Forest** du (date) au (date) entre (heure) et (heure)..... à (adresse)
-

Un recours en annulation peut être introduit devant le Conseil d'Etat à l'encontre de la décision, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, par toute partie justifiant d'un intérêt ou d'une lésion. Le Conseil d'Etat, section du contentieux administratif, peut être saisi par requête écrite, signée par l'intéressé ou par un avocat, dans les 60 jours de la prise de connaissance de la décision. Cette requête doit être adressée impérativement par pli recommandé en un original et 4 copies conformes à l'adresse du Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles. Le recours en annulation peut être accompagné d'une demande de suspension de l'exécution de la décision s'il existe une urgence incompatible avec le traitement de l'affaire en annulation. Dans ce cas, il faut joindre au recommandé 6 copies conformes de la requête.

Des précisions sur les modalités de recours figurent notamment aux articles 14, 14bis et 17 à 32 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'Arrêté royal du 12 janvier 1973 ainsi que dans le Règlement de procédure et sur le site du Conseil d'Etat <http://www.raadvst-consetat.be/>.

Le présent avis est affiché du au

par (Nom, prénom) :

Signature :

BERICHT VAN MEDEDELING VAN DE BESLISSING INZAKE STEDENBOUW

Toepassing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2019 tot bepaling van de vorm en van de procedures voor de bekendmaking en de terbeschikkingstelling van de beslissingen, genomen door het college van burgemeester en schepenen, de gemachtigde ambtenaar en de Regering inzake stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige attesten

Een stedenbouwkundige vergunning met als onderwerp “” werd verleend door Urban.brussels op

De beslissing kan geraadpleegd worden :

- bij het volgende gemeentebestuur : **Vorst** op (datum) tussen (uur) en (uur)
-

Tegen deze beslissing kan door iedere partij die kan aantonen een belang of een nadeel te hebben, voor de Raad van State een beroep tot nietigverklaring ingesteld worden wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Dit kan via een schriftelijk verzoek, ondertekend door de belanghebbende of door een advocaat, aanhangig gemaakt worden bij de Raad van State, afdeling Bestuursrechtspraak, binnen de 60 dagen na de kennisneming van de beslissing. Dit verzoek dient in 5 exemplaren (een origineel en 4 eensluitende kopieën) via aangetekend schrijven bezorgd te worden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel. Bij het beroep tot nietigverklaring kan een aanvraag tot schorsing van de uitvoering van de beslissing gevoegd worden in het geval van een urgentie die onverenigbaar is met de behandeling van de zaak tot nietigverklaring. In dat geval dienen bij het aangetekend schrijven 6 eensluitende kopieën van het verzoekschrift gevoegd te worden.

Preciezere gegevens over de modaliteiten van het beroep vindt u onder meer in de artikelen 14, 14 bis en 17 tot 32 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, in het reglement voor de procesvoering en op de website van de Raad van State <http://www.raadvst-consetat.be>.

Onderhavig bericht wordt uitgehangen van tot

door (naam + voornaam):

Handtekening: